

Bien doser les différentes mesures pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale

Points clés

- Au fil du temps, la sécurité alimentaire s'est considérablement améliorée dans le monde. Néanmoins, les progrès sont inégaux selon les pays et les régions, et beaucoup de gens continuent de souffrir d'insécurité alimentaire.
- Accroître les revenus des pauvres est le tout premier impératif pour parvenir à la sécurité alimentaire mondiale et il faut aussi que la hausse des revenus se traduise par une amélioration de la nutrition.
- L'agriculture a un rôle déterminant à jouer, car elle produit des aliments et, en même temps, elle procure des revenus aux agriculteurs pauvres et potentiellement victimes d'insécurité alimentaire.
- Les mesures qui visent à améliorer l'environnement général, à favoriser une croissance durable de la productivité agricole, y compris grâce aux échanges et à l'investissement, et à développer les systèmes de protection sociale sont, comme le démontrent les analyses de l'OCDE, susceptibles d'être plus efficaces que les interventions qui isolent les producteurs et les consommateurs des marchés.



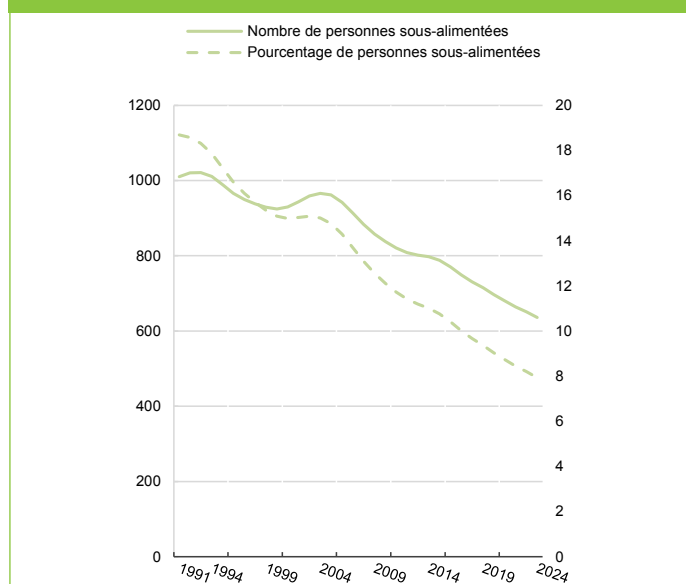
Quel est le problème ?

La sécurité alimentaire s'est nettement améliorée autour du globe. Selon les statistiques de la FAO, entre 1992-94 et 2014-16, la prévalence de la sous-alimentation a beaucoup diminué, passant de 23 % à 13 %. Néanmoins, environ 793 millions de personnes continuent de souffrir d'insécurité alimentaire, majoritairement en Asie du Sud et en Afrique.

La sécurité alimentaire est un problème pluridimensionnel complexe lié à la disponibilité alimentaire, à l'accès à des aliments dont le prix est abordable, à l'efficacité avec laquelle les consommateurs utilisent les aliments, et à la stabilité de ces éléments dans le temps.

Fondamentalement, l'insécurité alimentaire est en majeure partie due à la pauvreté et requiert des mesures qui procurent de meilleurs revenus aux pauvres. Des mesures peuvent aussi être nécessaires pour traduire les éventuelles hausses des revenus en amélioration de la nutrition. Elles peuvent relever de la politique de la santé, de l'éducation, de la protection sociale et des infrastructures, mais aussi de la politique de développement rural ou de l'agriculture, comme de la politique économique en général.

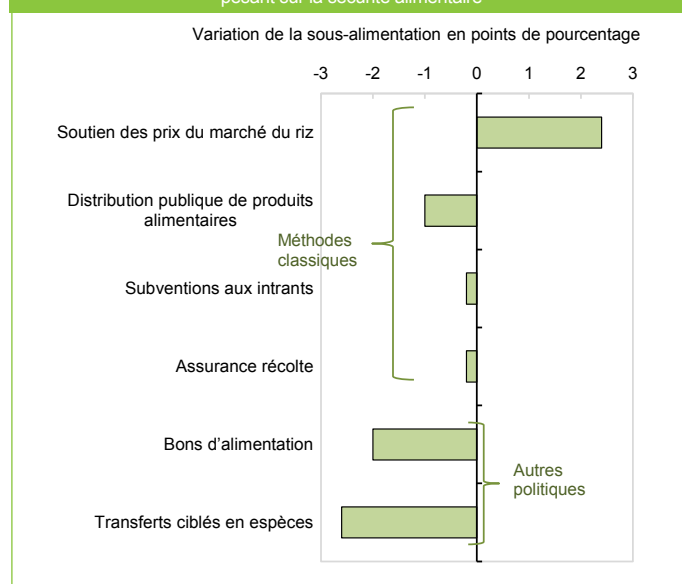
GRAPHIQUE 1. LE NIVEAU MONDIAL DE LA SOUS-ALIMENTATION DEVRAIT CONTINUER DE DIMINUER



Source: modèle AgLink Cosimo.

GRAPHIQUE 2. LA DISTRIBUTION DE BONS D'ALIMENTATION ET LES TRANSFERTS CIBLÉS EN ESPÈCES POURRAIENT RÉDUIRE SENSIBLEMENT LA SOUS-ALIMENTATION

Impact sur la sous-alimentation pondéré par les probabilités, d'après le risque pesant sur la sécurité alimentaire



Source: OECD (2015), *Managing Food Insecurity Risk: Analytical Framework and Application to Indonesia*, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264233874-en>.

La politique agricole interne et la politique commerciale sont des éléments cruciaux de la panoplie d'instruments utilisés pour parvenir à la sécurité alimentaire. Les marchés agricoles procurent des revenus aux agriculteurs pauvres et, en même temps, des aliments aux consommateurs, ce qui amène de nombreux gouvernements à privilégier les interventions sur les marchés pour remédier à l'insécurité alimentaire.

Cependant, la politique agricole appliquée doit être adaptée. Souvent destinées à favoriser la sécurité alimentaire moyennant l'auto-provisionnement, les interventions sur les marchés ont plusieurs inconvénients. Elles engendrent dans les systèmes de production un déficit d'efficacité qui met inévitablement un frein à la croissance économique et à la création de revenus, deux éléments indispensables pour améliorer la sécurité alimentaire. De plus, elles majorent les prix des aliments et exposent les ménages à des risques de prix plus graves, ce qui est défavorable aux ménages les plus pauvres et les plus touchés par l'insécurité alimentaire, car ils sont souvent acheteurs nets de nourriture.

Certains gouvernements recourent à des systèmes publics de distribution, soit pour compenser les prix plus élevés imputables aux mesures de soutien à l'agriculture, soit pour stabiliser les prix à la consommation. Toutefois, d'après les travaux de l'OCDE, les systèmes publics de stockage et de distribution, grands ou petits, partout dans le monde, pâtissent de coûts élevés, d'un mauvais ciblage et de déperditions importantes, ce qui limite leur capacité à améliorer la sécurité alimentaire.



Que devraient faire les dirigeants ?

Répondre aux besoins immédiats des personnes vulnérables, tout en construisant la résilience à long terme de celles qui sont touchées par la faim chronique et l'insécurité alimentaire. Les actions à court terme doivent donc reposer sur les moyens les plus efficaces d'apporter un secours immédiat, par exemple avec l'aide alimentaire d'urgence. D'autres initiatives doivent plutôt viser les résultats à moyen terme, comme la mise en place de dispositifs de sécurité pour les revenus ou la stimulation de la productivité et de la production agricoles. Quant à elles, les actions à plus long terme offrent davantage de possibilités pour s'attaquer aux racines de l'insécurité alimentaires, en augmentant les approvisionnements alimentaires mondiaux pour nourrir une population totale croissante (disponibilité alimentaire), et en luttant contre la pauvreté et le sous-développement dans les pays en développement (de façon à améliorer l'accès aux aliments et à rendre leur prix plus abordable). Parallèlement, des investissements complémentaires devraient être consentis dans les services publics comme l'assainissement et l'éducation, de façon à améliorer la nutrition.

Investir dans des systèmes de production agricole qui amélioreront l'innovation et la croissance durable de la productivité. Dans beaucoup de pays, du fait de l'importance donnée actuellement aux interventions sur le marché, les dépenses consacrées à rendre l'environnement général

propice à la productivité agricole sont modestes, comme celles qui visent à développer les systèmes d'innovation agricole essentiels à la croissance de la productivité. Les infrastructures rurales, les installations de stockage et les services de formation et de conseil sont des exemples d'éléments des systèmes de production qui retireraient un bénéfice d'investissements supplémentaires.

Faire en sorte que les marchés agricoles soient plus ouverts et plus efficaces au niveau régional et multilatéral. Des marchés ouverts aideront les pays à mieux faire face à la hausse de la demande et permettront à la production de se relocaliser en fonction des changements climatiques. De plus, les prix sont en général plus stables sur les marchés mondiaux que sur les marchés intérieurs. Il faudra donc que ces marchés mondiaux adressent des messages aux producteurs par l'intermédiaire des prix, pour que la production ait plus de chances d'avoir lieu là où elle est la plus efficace.

Poursuivre le développement des systèmes de protection sociale. Les transferts en espèces, qu'il s'agisse d'allocations sous conditions, dans le cadre de systèmes tels que les filets de sécurité adaptatifs, ou de transferts sans conditions, peuvent apporter une solution plus efficace et plus efficiente aux problèmes de sécurité alimentaire que les interventions sur le marché, y compris celles qui passent par des systèmes publics de distribution.



Sources principales

- **Agricultural Policies for Poverty Reduction: A Synthesis**
- **Sécurité alimentaire mondiale - Défis pour le système agricole et agro-alimentaire**
- **Managing Food Insecurity Risk: Analytical Framework and Application to Indonesia**

Une liste complète des livres et documents pertinents peut être consultée à l'adresse <http://oe.cd/taking-stock-fr> et sur le site de la réunion ministérielle de l'agriculture <http://oe.cd/agmin-fr>.

